



Concurrencé par l'apprentissage, le lycée professionnel doit sortir de la relégation

L'enseignement professionnel a perdu 100 000 élèves en vingt ans, et ses diplômés connaissent de réelles difficultés pour trouver un emploi, alors que l'apprentissage est devenu une voie royale vers l'insertion. Analyse. Le temps du lycée professionnel est-il venu ? Fait rare, les candidats à l'élection présidentielle portent des propositions construites à son sujet, au-delà du simple refrain sur sa nécessaire revalorisation. Emmanuel Macron en fait « l'une des grandes réformes » qu'il veut mettre en œuvre s'il est réélu. Souhaitant rapprocher l'école de l'entreprise, le président candidat entend faire participer ces formations à son objectif de plein-emploi d'ici à 2027. Jean-Luc Mélenchon ou Yannick Jadot, eux, souhaitent faire de ces cursus des outils de la transition écologique et de l'augmentation du niveau de qualification des jeunes.

Un chantier ambitieux, tant les réformes du lycée professionnel se sont succédé depuis quarante ans sans jamais changer la donne : cette filière, qui forme près de 650 000 jeunes du CAP au baccalauréat professionnel, après la 3^e, est le plus souvent perçue comme une voie de relégation, et les difficultés d'insertion de ses diplômés sont réelles. Un décalage peut exister entre les formations et leurs débouchés. A l'image de la société, la voie professionnelle s'est tertiariée. Les spécialités de services comptent 60 % des effectifs en bac pro, avec une concentration en « commerce et vente » et « sanitaire et social ». Or, mis à part l'aide à domicile et l'hôtellerie-restauration, les pénuries de compétences aujourd'hui se focalisent ailleurs : dans l'industrie.

Une image dégradée

Pire, au fil du temps, une concurrence – « déloyale », diront les enseignants de ces lycées – s'est installée avec les filières en apprentissage, conduites dans les centres de formation des apprentis (CFA) en prise directe avec le monde économique local, alors que les lycées professionnels relèvent de l'éducation nationale. La loi Avenir professionnel de 2018 a ouvert les vannes de l'alternance, la gestion n'étant plus conduite par les régions, mais par les branches professionnelles elles-mêmes.

Résultat : alors que, à la fin des années 1980, les lycées professionnels formaient l'élite ouvrière, aujourd'hui, les meilleurs élèves deviennent apprentis, et les lycées professionnels accueillent « ceux qui restent », souvent dans une orientation plus subie que choisie. Alors que l'image de l'apprentissage a radicalement changé, celui-ci devenant même une voie royale vers l'insertion, surtout dans l'enseignement supérieur, le lycée professionnel pâtit toujours d'une image dégradée. On tente bien de jeter des passerelles entre les deux systèmes, notamment avec la dernière réforme à l'initiative du ministre Jean-Michel Blanquer qui prône des formations en apprentissage dans tous les lycées professionnels et une mixité des parcours entre voie scolaire et alternance. Mais ces formules peinent à se déployer.

Tout miser sur l'adéquation entre formation et emploi ne pourra pas suffire à sortir les lycées professionnels de la relégation. C'est aussi l'attractivité de la filière pour les jeunes et leurs familles qu'il faut travailler. Si l'enseignement professionnel forme un bachelier sur trois, il a perdu 100 000 élèves en vingt ans.

Il n'en est pas ainsi partout en Europe : l'Allemagne et la Suisse ont fait de l'enseignement professionnel un mode de formation reconnu. Mais, en France, comme l'écrit Jean-Paul Delahaye, ancien directeur général de l'enseignement scolaire, dans son dernier livre, *L'école n'est pas faite pour les pauvres* (Le Bord de l'eau, 140 pages, 14 euros), chacun veut bien faire du lycée professionnel une voie d'excellence, mais « pour les enfants des autres » »

En amont, le collège ne peut plus être seulement un « petit lycée » qui ne prépare qu'au baccalauréat général et fait de la filière professionnelle la voie de ceux qui ont échoué

Les enfants de cadres ne représentent que 7 % des élèves de lycée professionnel et les enfants d'ouvriers, 36 % (chiffres de 2017). Si les diplômés de l'enseignement professionnel (en particulier le CAP dans des métiers manuels) peuvent être recherchés par des adultes en quête de sens en reconversion, c'est rarement le cas pour des adolescents. « La stigmatisation de l'enseignement professionnel ne tient pas seulement à la modestie sociale de ses objectifs d'insertion à court terme, que seules les familles les plus modestes seraient prêtes à accepter. Elle est aussi le produit de l'absence de reconnaissance des savoirs appliqués et des savoirs d'expérience dans la culture





scolaire française dominante » estime Vincent Troger, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation.

C'est finalement l'ensemble du système éducatif qu'il faut faire bouger. En amont, le collège ne peut plus être seulement un « petit lycée » qui ne prépare qu'au baccalauréat général et fait de la filière professionnelle la voie de ceux qui ont échoué. Pareille ambition ne signifie pas mettre fin au collège unique, mais ouvrir ce dernier à des savoirs pratiques ou à la découverte des métiers. En aval, la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur doit être rendue possible pour offrir une perspective aux lycéens professionnels. Quatre bacheliers professionnels sur dix continuent aujourd'hui dans l'enseignement supérieur, le plus souvent en BTS. Les quotas mis en place via la procédure Parcoursup durant le quinquennat écoulé doivent leur permettre de trouver une place dans les filières où ils ont le plus de chances de réussir.

Les jeunes eux-mêmes ne vivent pas tous le lycée professionnel comme une relégation, comme l'ont montré les travaux de Vincent Troger, comparant l'appétence pour l'enseignement professionnel dans le nord-est de la France et en Loire-Atlantique. Dans le Nord-Est, la désaffection des publics populaires pour ces filières est « proportionnelle à la dégradation des conditions d'emploi et de vie d'une population ouvrière nettement ethnicisée », alors que, dans les régions de l'Ouest, plus rurales, l'enseignement professionnel a conservé « une relative attractivité dans un contexte économique plus dynamique ». Preuve qu'il s'agit de concilier accès à l'emploi et aspirations des jeunes au niveau local.

